

Ahmed Bouharrou

Docteur d'État en droit

Un siècle de droit du travail 1926 - 2026

**Chronologie de la législation
marocaine du travail**

• • • •

2025



Tables des matières

Avant-propos	19
Introduction générale	23
 PREMIERE PARTIE : LA FORMATION PROGRESSIVE DU DROIT DU TRAVAIL SOUS LE PROTECTORAT .. 27	
Introduction	29
Chapitre 1 : Du DOC de 1913 à la première réglementation du travail de 1926.....	31
Section 1 : Le contrat du travail dans le droit des obligations et des contrats	32
Section 2 : Les conditions de fond et de forme du contrat du travail	32
1 - Les conditions de fond	32
2 - Les conditions de forme	33
Section 3 : La suspension du contrat du travail.....	34
Section 4 : La rupture du contrat du travail.....	34
1 - Les causes communes aux CDI et aux CDD.....	34
2 - Les causes propres aux CDD	35
Section 5 : les effets de l'extinction du contrat du travail	35
Chapitre 2 : La première réglementation du travail (le dahir du 13/7/ 1926) et d'autres dahirs adoptés la même année.....	37
Section 1 : Les textes juridiques concernant le travail adoptés avant La promulgation de la première réglementation du travail du 13/7/1926 portant réglementation du travail	37
1 - Le Dahir du 25/8/1914 portant réglementation des établissements insalubres, incommodes et dangereux	37
2 - L'arrêté viziriel du 29/9/1919 relatif à la création d'un « Bureau du Travail et des Etudes sociales »	38
3 - Le Dahir du 7/5/1920 établissant une carte d'identité professionnelle à l'usage des représentants et voyageurs du commerce	38

4 - Le Dahir du 27/9/1921 relatif aux bureaux de placement des travailleurs	39
5 - Le Dahir du 21/9/1923 relatif aux mesures prophylactiques à prendre sur les chantiers	39
6 - Le dahir du 14/12/1925 relatif à la délivrance d'un carnet d'identité aux ouvriers et employés marocains.....	40
7 - L'arrêté viziriel du 25/12/1926 concernant les charges qui peuvent être portées, trainées, ou poussées par les enfants et les femmes.....	40
Section 2 : Les raisons politiques de l'adoption d'une réglementation du travail pour «de territoire marocain».....	41
Section 3 : Les raisons économiques et sociales de l'adoption d'une législation du travail dès 1926	41
Section 4 : les apports réglementation du travail	42
1 - Les conditions du travail	42
2 - La sécurité et l'hygiène du travail	43
3 - L'inspection du travail.....	44
4 - Des dispositions spéciales	44
5 - Le conseil consultatif du travail	44
Section 5 des dahirs adoptés en 1926, 1927 et 1931	45
1 - Le dahir du 18/12/1930 portant institution du repos Hebdomadaire.....	46
2 - Le dahir du 13/7/1926 sur le paiement des salaires	46
3 - Le dahir du 16/12/1929 portant institution de conseils de prud'hommes	48
4 - Le dahir du 18/12/1930 portant institution du repos Hebdomadaire	49
5 - Dahir du 27/10/1931 portant réglementation de la sortie des travailleurs marocains (émigration) et dahir du 25/12/1934 sur l'immigration en zone française au Maroc	50
6 - Dahir du 27/7/1932 sur les saisie-arrêt et cession des salaires	52
Section 6 : les droits catégoriels du travail	53
1 - Le dahir du 20/12/1939 relatif aux travailleurs à domicile	53
2 - Le dahir du 21/5/1943 concernant les voyageurs et représentants placiers de commerce et d'industrie	55
3 - Le dahir du 18/4/1941 fixant le statut des journalistes.....	57

Chapitre 3 : Le renforcement de la législation du travail en 1936	59
Section 1 : La situation en France et au Maroc en 1936	59
Section 2 : L'amélioration de la législation du travail	60
1 - La réduction de la durée du travail de 10h à 8 h	61
2 - L'institution du salaire minimum	62
3 - La révision du régime juridique du paiement des salaires	62
4 - Le cautionnement	65
5 - Les congés annuels payés	66
6 - Le dahir du 7 mai 1940 sur l'embauchage des salariés et la rupture de leur contrat	67
A - L'embauchage des salariés	68
B - La rupture du contrat du travail	68
C - Contrôle et les sanctions	69
7 - Le maintien de l'activité des entreprises industrielles et le licenciement du personnel	69
Chapitre 4 : L'extension de la réglementation du travail	71
Section 1 : Un nouveau cadre de la réglementation du travail	71
1 - L'amélioration du cadre juridique des conditions du travail	71
2 - Une nouvelle configuration du système de l'inspection du travail	72
A - Les différents corps du système de l'inspection du travail	73
B - Les outils juridiques de l'intervention de l'inspection du travail	74
a - La notification des observations aux employeurs	74
b - La mise en demeure	74
c - Les procès-verbaux d'infractions	75
C - Les moyens de contrôle	75
1 - L'affichage	76
2 - La tenue de registres	76
3 - Les déclarations et les communications de certaines Informations à l'inspection du travail	76
Section 2 : Le repos hebdomadaire et les jours fériés	76
1 - Le repos hebdomadaire	77
A - Les bénéficiaires du droit au repos	77

B - Les formalités à remplir par l'employeur	77
C - Les modalités d'attribution du repos	77
2 - Repos des jours fériés et des fêtes diverses.....	78
3 - Le contrôle de l'application des dispositions régissant le repos hebdomadaire	79
Section 3 : Un droit de l'émigration	79
Section 4 : Un statut fixant les relations entre les employeurs et leurs salariés	80
Section 5 : Un droit des rapports collectifs du travail au profit des Employés et ouvriers européens	81
1 - La reconnaissance de la liberté syndicale aux Employés et ouvriers.....	81
2 - Le droit de la négociation collective pour les employés et les ouvriers européens	82
3 - La conciliation et le règlement des conflits collectifs du travail nés dans les relations entre employeurs et travailleurs européens	82
Section 6 : L'aménagement du cadre juridique relatif au calcul et au paiement des salaires, aux éconômats, au marchandage et au contrat de sous-entreprises	83
1 - Généralités sur le salaire et son paiement	83
2 - Les éconômats	84
3 - Le marchandage et le contrat de sous-entreprise	85
4 - Le contrôle de l'application du dahir sur le salaire	85
Section 7 : Le dahir du 31 /5/ 1943 étendant aux maladies d'origine Professionnelle les dispositions du dahir du 25/6/1927 sur les accidents du travail	85
Chapitre 5 : L'application des conventions internationales du travail ratifiées par la France au Maroc	89
Section 1 : Le fondement de la responsabilité dans l'application des normes internationales du travail aux territoires métropolitains	89
A - L'application des conventions ratifiées par l'Etat colonisateur au payé colonisé	89
B - La déclaration d'acceptation des obligations d'une convention : procédure et contenu.....	90
C - La non acceptation des obligations d'une convention	91

Section 2 : La commission d'experts pour l'application des Conventions et recommandations internationales du Travail et la mise en œuvre des normes internationales du travail	91
Section 3 : La France et l'application des conventions internationales du travail par la France.....	92
Conclusion de la première partie	95

DEUXIÈME PARTIE : LA LÉGISLATION DU TRAVAIL DE 1956 A 2003... 99

Introduction	101
Chapitre I : Les mesures prises par les pouvoirs publics dans le domaine.....	103
du travail dès l'indépendance	103
Section 1 : L'élaboration d'un projet de code du travail en 1956	103
1 - Les principales innovations du projet.....	103
2 - La structure formelle du projet	104
Section 2 : L'adhésion du Maroc à l'OIT et la ratification d'un nombre de conventions internationales du travail.....	105
1 - L'adhésion du Maroc à l'OIT.....	105
2 - La ratification d'un nombre de conventions internationales du travail..	106
A - Les conventions internationales ratifiées avant et pendant le protectorat..	106
B - Les conventions internationales ratifiées dès l'indépendance	107
Section 3 : L'étendue de la législation du travail à la zone internationale de Tanger et à la zone nord du Maroc.....	108
Section 4 : Les législations du travail maintenues après l'indépendance ..	109
1 - Le maintien du dahir du 18/6/1936 sur le salaire minimum	109
2 - Maintien du dahir du 24/1/1953 sur le paiement des salaires et son adaptation .	110
3 - Maintien du dahir du 9/1/1946 sur les congés annuels payés	110
4 - Maintien de la législation relative l'émigration et à l'immigration	111
5 - Le maintien de la réglementation régissant les relations entre les employeurs et leurs salariés et fixant le statut type de ces relations .	111
6 - Maintien du système de l'inspection du travail.....	112
Section 5 : Les dahirs non maintenus après l'indépendance	112
1 - Abrogation du dahir du 24/12/1936 amendé en 1938 sur la liberté syndicale	113

2 - Abrogation du dahir de 1938 sur la convention collective.....	113
3 - Abrogation du dahir sur les conseils aux prud'hommes	133
4 - La caisse d'aide sociale	
Chapitre 2 : Mise en place d'un cadre juridique du rapport collectif du travail.....	115
Section 1 : La représentation du personnel (dahir du 16/9/1955)	115
Section 2 : Le droit syndical	117
Section 3 : Le régime juridique de la convention collective.....	118
Section 4 : Des institutions consultatives tripartites	119
1 - Le conseil consultatif de médecine du travail	119
2 - Le conseil supérieur de la convention collective	120
3 - La commission centrale des prix et salaires	120
4 - Le conseil supérieur de la main-d'œuvre et des commissions provinciales de main-d'œuvre	121
5 - La commission paritaire du contrôle du bureau public de placement ..	121
Chapitre 3 : L'élargissement du champ matériel et personnel du droit du travail	125
Section 1 : La réglementation de la médecine du travail	125
1 - L'organisation et le fonctionnement du service médical	126
2 - Le médecin du travail	127
3 - Le personnel du service médical	128
4 - Les locaux du service médical.....	128
5 - L'inspection médicale du travail	129
Section 2 : La législation du travail agricole de 1958 remplacée en 1973..	130
1 - L'embauchage et le licenciement des travailleurs agricoles.....	131
2 - La discipline et le licenciement.....	132
3 - Les conditions du travail agricole	132
4 - Le salaire agricole	132
5 - L'hygiène et la sécurité du travail	133
6 - L'inspection des lois sociales en agriculture/inspection du travail en agriculture	133
7 - La création de l'inspection du travail en agriculture	133

8 - L'étendue de la législation sur les accidents du travail aux exploitations agricoles	134
Section 3 : Dahir du 24/12/1960 : le droit du travail des mineurs	136
1 - La commission du statut et du personnel /le comité consultatif	138
2 - Le personnel, embauchage et titularisation	138
3 - Les sanctions, le licenciement et les démissions	139
4 - La hiérarchie professionnelle	140
5 - La rémunération du travail	142
6 - Les absences pour raisons familiales	144
7 - Les congés payés	144
8 - Les absences pour raisons familiales	145
9 - Les avantages en nature	145
10 - Les délégués à la sécurité	146
11 - La formation professionnelle	149
12 - L'affichage, le contrôle et sanctions	150
Section 4 : Le droit du travail des gens de mer : dahir du 30/3/1919	
Sur le commerce maritime	151
1 - Le contrat d'engagement maritime	152
2 - Les obligations du marin	154
3 - Les obligations de l'armateur	155
4 - Les conditions de nourriture et du couchage	158
5 - Maladies, blessures et rapatriement des marins	158
6 - La fin du contrat d'engagement du marin	161
7 - La conciliation des litiges entre armateurs et marins	164
8 - L'inspection du travail à bord des navires	165
Chapitre 4 : Un bilan quasi- nul de 1962 à 2003	167
Section 1 : Dahir du 29/10/1962 sur la représentation du personnel	
dans les entreprises	167
Section 2 : Le décret royal portant loi du 14/8/1967 : soumission	
de la fermeture De l'entreprise et du licenciement collectif	
à l'autorisation du gouverneur	169
1 - La composition de la commission consultative	170

2 - L'indemnisation des salariés congédiés en cas de fermeture totale ou partielle d'entreprises	170
3 - Le montant de l'indemnité et les modalités de son calcul.....	170
Section 3 : Le dahir de 8/102/1977 relatif aux conditions d'emploi et du travail des concierges	171
1 - Le travail de la conciergerie	171
2 - Le droit du travail des concierges.....	172
3 - L'emploi des concierges.....	172
4 - La constatation des infractions et leurs sanctions	173
Section 4 : Le dahir du 6/5/1982 sur la limite d'âge.....	174
Section 5 : La loi n° 11-98 du 15/2/2000 modifiant le droit syndical de 1957	175
Section 6 : Le droit de la médecine du travail et l'hygiène et la sécurité du travail.....	175
Conclusion de la deuxième partie.....	175

TROISIÈME PARTIE : RÉNOVATION ET MODERNISATION DE LA LÉGISLATION DU TRAVAIL EN 2003 ET PERSPECTIVES.....

Introduction	181
Chapitre 1 : Le code du travail et son architecture	185
Section 1 : La technique de codification du droit du travail.....	185
1 - La codification et ses techniques.....	185
2 - Les limites de la codification du code du travail.....	186
Section 2 : L'approche du droit du travail	186
1 - L'approche globale	187
2 - L'appropriation des normes internationales par les projets du code du travail	187
3 - La reproduction d'une partie de la législation du travail du protectorat	188
4 - La codification de certaines pratiques nationales dans le code du travail	189
5 - L'inspiration du droit du travail lors de l'élaboration du projet du code du projet	189
Section 3 : La physionomie du code du travail	189
1 - Le contenu du code du travail	189

2 - La forme du code du travail	192
Chapitre 2 : la législation du travail de 2003 à juillet 2026.....	195
Section 1 : Le décret n° 2-12-387 du 14/9/2012 relatif à la protection des Travailleurs exposés au risque de poussière d'amiante et le Décret n° 2- 08-528 du 21/5/2009 relatif à la protection contre Les risques de benzène.....	195
Section 2 : Loi n°18-12 sur la réparation des accidents du travail.....	195
1 - Les bénéficiaires du droit à la réparation des accidents du travail	197
2 - La déclaration des accidents du travail	197
3 - Les modalités de réparation des accidents du travail	197
4 - La conciliation entre la victime et l'organisme assureur	198
Section 3 : Le droit du travail des artistes : loi 68-16 relative à l'artiste et aux métiers d'artistes.....	198
1 - Les métiers artistiques	198
2 - L'établissement artistique	199
3 - Le cadre du contrat du travail artistique	200
4 - La rémunération du travail artistique	202
5 - La protection sociale des artistes.....	203
6 - L'emploi des enfants et des personnes en situation d'handicap	203
7 - L'embauchage des artistes.....	204
8 - L'agence artistique.....	205
9 - Droit d'organisation et de négociation collective.....	206
10 - La négociation collective	207
11 - Les infractions relatives à la législation régissant le travail des artistes et les sanctions	208
Section 4 : le droit du travail des journalistes : loi 89-63	209
1 - La définition du journaliste	209
2 - Les sources régissant le travail du journaliste professionnel	210
3 - Relations de travail au sein de l'entreprise de presse.....	210
4 - Le cadre contractuel de l'emploi du journalistes	211
Section 5 : Le droit du travail domestique	213
1 - La définition du travailleur et travailleuse domestique	214

2 - Les conditions d'emploi des travailleurs et travailleurs domestiques.....	214
A - Le contrat du travail domestique	215
B - L'embauche par le biais des agences de recrutement privées.....	215
C - Les obligations inhérentes au recrutement	215
D - L'âge d'admission au travail domestique	216
E - La durée du travail, le repos hebdomadaire, le congé annuel et les jours fériés	218
F - Le salaire dans le travail domestique	219
G - Le contrôle et les sanctions	220
Section 6 : Le droit du travail dans les sociétés de	
Gardiennage et de transport des fonds	221
1 - Les tâches pouvant être exercées par les sociétés de gardiennage et de transport de fonds.....	222
2 - Les conditions exigées pour l'autorisation de l'exercice des activités de gardiennage et de transport de fonds	222
3 - Les conditions d'emploi des salariés par les sociétés de gardiennage et de transport de fonds.....	223
4 - Les conditions et les modalités d'exercice des activités de gardiennage et de transport de fonds	224
5 - Le contrôle de l'application du droit régissant les Sociétés de gardiennage et de transport de fonds	225
A - L'action des officiers de police judiciaire	225
B - Le rôle de l'inspection du travail.....	225
C - Le rôle de l'administration locale de l'intérieur dans la veille sur le respect du droit régissant le gardiennage et le transport de fonds	226
D - Les sanctions des violations de la loi et de son décret d'application	226
Section 7 : La loi organique n°97-15 fixant les conditions et les formalités	
de l'exercice du droit de grève	227
1 - Qui peut exercer le droit à la grève	227
2 - Quelles sont les conditions et les procédures fixées pour l'exercice du droit de grève	228

Chapitre 3 : Avenir et perspectives du droit du travail	231
Section 1 : La réforme de la législation du travail : objectifs, enjeux et contenu	232
1 - Les objectifs de la réforme	234
2 - Les enjeux de la réforme du droit du travail	236
3 - Le processus de la réforme.....	236
Section 2 : La réduction du hiatus entre le droit et la réalité	237
Section 3 : Les axes de la réforme proposés	238
1 - Le renforcement de la place des droits fondamentaux dans la législation du travail	239
2 - Les rapports individuels du travail	239
3 - Les rapports collectifs du travail	239
4 - La santé et la sécurité du travail	240
5 - L'emploi	240
6 - Les nouvelles formes d'emploi	241
7 - Le régime juridique du travail temporaire	242
8 - Le droit de la médecine	244
Conclusion de la troisième partie	245
Conclusion générale	247
Bibliographie	249

Ahmed BOUHARROU docteur d'Etat en droit, a exercé plusieurs responsabilités dans l'administration du travail. Chercheur en droit du travail et relations professionnelles. Il a son actif plus d'une trentaine de publications et plusieurs articles dans des revues spécialisées et des journaux.

Au Maroc, avant le protectorat, la relation du travail n'a été régie par aucun droit, sauf des règles coutumières, des usages et certains préceptes islamiques.

Depuis 1913, date d'adoption du dahir du 12 août sur les obligations et contrats. Ce code a établi un cadre juridique pour le contrat du travail fondé sur l'autonomie des volontés et la liberté contractuelle.

Pendant le protectorat, la première réglementation du travail a vu le jour pour la première fois avec l'adoption du dahir du 13/7/1926 portant réglementation du travail. Cette réglementation va se développer au fil des ans de 1926 à 1951. Elle était applicable essentiellement aux employeurs et aux travailleurs européens.

Dès l'indépendance, la plupart des dahirs et arrêtés ont été maintenus, étendus sur le territoire marocain et mis en application. Les rapports collectifs du travail dont les marocains en ont été exclus de la jouissance, ont été développés grâce à l'adoption des dahirs sur les syndicats professionnels, la convention collective et l'élection des délégués du personnel.

De 1962 à 2003, malgré l'adoption de quelques textes juridiques, le bilan législatif et réglementaire en matière de la législation du travail est quasi-nul. Le droit du travail dans les mines (dahir du 24/12/1960) et droit du travail maritime (dahir du 31/03/1919) n'ont pas connu pratiquement de réforme importante).

Depuis l'adoption du code du travail en 2003, différentes lois ont été promulguées pour régir les conditions du travail et d'emploi de diverses catégories de travailleurs (artistes, journalistes, travailleurs domestiques, travailleurs des sociétés de gardiennage et de transport de fonds...) la loi sur les accidents du travail, la loi organique sur l'exercice du droit de grève.

Le code du travail mis en application depuis le 8/6/2004 a développé les rapports individuels et collectifs du travail, diversifié les instances représentatives du travail, institutionnalisé la conciliation et l'arbitrage et a organisé l'intermédiation dans la gestion du marché du travail. En dépit de ces grands apports, le code du travail connaît des dysfonctionnements dans sa mise en œuvre. D'où la nécessité de sa réforme dans sa globalité.

La législation du travail est centenaire (13/7/1926- 13/7/2026). Sa chronologie est abordée à travers trois parties :

- La formation progressive du droit du travail sous le protectorat 1912-1956,
- La législation du travail de 1956 à 2003, date d'adoption du code du travail ;
- La rénovation de la législation du travail en 2003 et les perspectives de sa réforme.

LIBRAIRIE DAR ASSALAM



TEL : FAX : 05 37 72 56 23
E-mail : contact@darassalam.ma
lib.darassalam@yahoo.fr

Prix: 100 Dh

